



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Accord-cadre mixte n° 2511I003

Développement, fourniture et maintenance d'une télécommande nationale « TPE » pour franchir les ouvrages automatisés, base radio « BCSF » associée et matériels annexes (Scuov4)

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) s'applique au présent accord-cadre.

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Prestations complémentaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Durée et délais d'exécution	5
3.1 - Durée du contrat	5
3.2 - Délais d'exécution	5
4 - Intervenants	6
4.1 - Pouvoir adjudicateur	6
4.2 - Titulaire	6
5 - Confidentialité et mesures de sécurité / sûreté des sites	7
6 - Protection des données à caractère personnel	8
7- Conditions et modalités de commande des prestations	8
7.1 Prestations commandées par l'émission de bons de commande	8
7.2 Prestations traitées par la conclusion de marchés subséquents	9
7.2.1 Forme et caractéristiques des marchés subséquents	9
7.2.2 Conclusion des marchés subséquents	9
7.3 - Insertion par l'activité économique	9
7.3.1 Publics éligibles	9
7.3.2 Engagement du titulaire	10
7.3.3 Modalités de mise en œuvre	12
7.3.4 Modalités de contrôle	12
7.4 Conditions d'exécution environnementales - Gestion des déchets	13
8 - Constatations de l'exécution des prestations	14
8.1 Constatation de l'exécution des prestations pour la livraison de fourniture de séries	14
8.1.1 Opérations de vérification	14
8.1.2 Décisions après les opérations de vérification	15
8.2 Constatation de l'exécution des autres prestations de l'accord-cadre et des marchés subséquents	15
8.2.1 Opérations de vérification	15
8.2.1.1 Recette usine	15
8.2.1.2 Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF)	15
8.2.1.3 Vérification du service régulier (VSR)	16
8.2.2 Décision après les opérations de vérification	16
8.2.2.1 Décisions après la recette en usine	16
8.2.2.2 Décisions après la vérification d'aptitude au bon fonctionnement	16
8.2.2.3 Décisions après la vérification de service régulier	17
9 - Garantie	17
10 - Prix	18
10.1 Nature des prix	18
10.2 - Modalités de variation des prix	18
10.2.1 Variation des prix de l'accord-cadre	18
10.2.2 Variation des prix des marchés subséquents	19
11 - Avance et clauses de financement et de sûreté	19
11.1 Conditions de versement et de remboursement de l'avance	19
11.2 - Cautionnement	19

11.3 - Nantissement de l'accord-cadre.....	20
11.4 - Garanties financières de l'avance.....	20
12 - Modalités de règlement des comptes au titulaire	20
12.1 - Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement	20
12.2 - Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire.....	22
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	23
13.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats à l'exclusion des logiciels standards	23
13.1.1 Résultats protégés par un droit de propriété intellectuelle et artistique	23
13.1.2 Résultats protégés par un droit de propriété industrielle	24
13.1.3 Régime des connaissances antérieures.....	24
13.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux logiciels standards	25
14 - Pénalités	25
14.1 Pénalités pour retard avec formule	25
14.2 Pénalités relatives aux indisponibilités.....	25
14.3 Autres pénalités spécifiques	26
15 - Changements affectant la situation du titulaire	27
16- Assurances	27
17 - Résiliation du contrat.....	28
17-1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	28
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	28
18 - Ethique et respect des principes de développement durable	29
19 - Règlement des litiges et langues	29
20 - Dérogations au CCAG-TIC.....	29

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet :

- la fourniture et la prise en compte d'évolutions mineures des terminaux portables embarqués (TPE) existants (télécommandes), leur production, et la réalisation de développements informatiques associés ;
- la fourniture et la prise en compte d'évolutions de la BCSF(bases de communications sans fil), visant à rendre selon l'utilisation le système moins onéreux, en se limitant toutefois pour la BCSF à une carte électronique de base unique ;
- la fourniture et la prise en compte d'évolutions des composants annexes tels que les satellites, télémètres, bancs de tests, etc.
- la production de ces derniers et la réalisation de développements informatiques associés ;
- l'amélioration des bancs de tests de télécommandes, leur production et l'amélioration des développements informatiques ;
- la maintenance des télécommandes, systèmes terrestres et des bancs de tests.

La description détaillée des prestations attendues est précisée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieux d'exécution :

Les bons de commande et les marchés subséquents précisent les lieux d'exécution des prestations.

Certaines prestations pourront être effectuées dans les locaux du titulaire, par exemple : rédaction de rapports, de comptes rendus, préparation de réunions, recette usine, réunions de travail, recette logicielle etc.

D'autres devront être exécutées dans les locaux de VNF (Béthune ou Paris), par exemple : réunions de travail, réunions de suivi, recette logicielle etc.

Des prestations seront également exécutées sur le terrain (écluses) : essais radio, essais d'intégration sur les ouvrages (VABF, VSR).

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, en phases, ni en tranches.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mixtes s'exécutant majoritairement à bons de commande et subsidiairement par marchés subséquents, conclu à prix unitaires, avec un opérateur économique, sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur, sur la durée de l'accord-cadre, soit 6 ans, en application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations qui ne nécessitent pas de précisions techniques complémentaires seront commandées par le biais de bons de commande.

Les prestations qui nécessitent des précisions techniques complémentaires feront l'objet d'un marché subséquent. Les marchés subséquents pourront porter sur la réalisation de nouvelles fonctionnalités informatiques, ou encore sur des développements ou études complémentaires.

L'ensemble des prestations à bons de commande et traitées par marchés subséquents seront exécutées dans la limite du montant maximum suivant, sur la durée totale de l'accord-cadre, soit 6 ans :

Montant minimum sur la durée totale de l'accord-cadre	Montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre
Sans	7 200 000 € HT

1.4 - Prestations complémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants (dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique).

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021¹,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le mémoire technique du titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation et les dispositions que le titulaire a proposé pour l'exécution du contrat,
- Les bons de commande transmis par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre,
- Les éventuels marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas d'avenant pris en cours d'exécution sur l'une des pièces suscitées, seule la version résultant des dernières modifications opérées sera prise en compte.

La notification de l'accord-cadre au titulaire comprend l'acte d'engagement signé électroniquement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-TIC, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification est effectuée par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) conformément à l'article 3.1 du CCAG-TIC.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

Le présent accord-cadre à bons de commande est conclu pour une durée ferme de 6 ans à compter de sa date de notification au titulaire.

3.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution qui ne sont pas précisés dans le CCTP de l'accord-cadre seront définis dans les bons de commande ou dans les marchés subséquents.

La notification des bons de commande et des marchés subséquents ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévue aux bons de commande concernés, sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

La durée du marché subséquent pourra se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

¹ [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

Les modalités de computation des délais sont prévues à l'article 3.2.1 du CCAG-TIC. Cet article s'appliquera sauf mention contraire dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-TIC, certains délais fixés au CCTP s'entendent en jours/heures ouvrés et non en jours calendaires.

- **Prolongation et suspension des délais d'exécution**

Toute prolongation de délai ne peut être accordée que dans le cadre de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

En complément de l'article 13.3 du CCAG-TIC, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, dans les cas énumérés ci-après, décider de suspendre le délai d'exécution d'une prestation. La suspension est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée.

Une décision de suspension des délais d'exécution peut notamment intervenir dans les cas suivants :

- ✓ Cohabitation : des travaux sur ouvrage par d'autres entreprises rendent impossible la réalisation des prestations simultanément,
- ✓ Conditions d'exploitation incompatibles avec les travaux SCUO : crue/décru, étiage, grève, nouvelles modalités d'exploitation en cours de déploiement, orage, tempête, accident sur l'ouvrage, dégradations/vandalisme, événement (cérémonie, ...), etc.

4 - Intervenants

4.1 - Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice générale de VNF ou toute personne habilitée pour l'exécution du marché.

La Directrice de l'Infrastructure, de l'Eau et de l'Environnement (DIEE), son adjoint, ou toute personne désignée par la Directrice Générale pour la remplacer (pour le siège et dans les directions territoriales, conformément aux délégations en vigueur), est chargé de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre et est compétent pour passer les différents actes d'exécution (bons de commande, marchés subséquents, etc.). Il/Elle reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il/Elle procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les marchés subséquents et les bons de commande pourront être passés par le siège de VNF (DIEE) et par les directions territoriales.

4.2 - Titulaire

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le titulaire désigne, dans l'acte d'engagement, au sein de l'équipe dédiée au moins une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (bons de commande, décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le titulaire désigne également nommément à l'acte d'engagement le directeur de projet. La personne physique représentant le titulaire, en qualité de directeur de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. Animateur de l'équipe, le directeur de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délais par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de quinze jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai quinze jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récuse le second remplaçant proposé.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité / sûreté des sites

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité et des mesures de sécurité telle que prévue aux articles 5.1 et 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire est tenu de respecter les « Clauses VNF liées à la sécurité dans le cadre de missions de prestations informatiques avec accès au SI VNF », en annexe du CCTP.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF. Le titulaire devra notamment assurer la restitution des informations qui lui ont été confiées pour l'exécution du présent accord-cadre, sans conservation des éventuelles copies.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire VNF à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du Code civil.

La réalisation des prestations objet du présent accord-cadre peut nécessiter l'accès à un/des site(s) relevant de la responsabilité de VNF. Afin de sécuriser l'accès à ce(s) site(s), et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, à la demande de VNF, les personnels du titulaire sont susceptibles de faire l'objet d'une enquête administrative préalable. Cette enquête administrative est destinée à vérifier qu'aucun fait concernant les personnels du titulaire n'est incompatible avec l'accès envisagé. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à transmettre aux contacts VNF une liste des personnels en charge de l'exécution

des prestations. Ceci dès la notification du marché et tout au long du marché par la tenue à jour de la liste. Des données relatives aux personnels concernés du titulaire devront être fournies à VNF. Le titulaire s'engage à fidéliser les personnels et ainsi réduire au maximum le turn-over dans les équipes constituées.

L'exécution des prestations dans les locaux de VNF sera encadrée par des dispositions particulières qui seront définies lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre.

De manière générale, le titulaire du marché s'engage à respecter les règles de sécurité-sûreté en vigueur sur les sites de VNF. Il est notamment tenu de se conformer aux procédures de contrôle d'accès et de sûreté en vigueur et de signaler toute anomalie ou situation suspecte.

6 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG-TIC s'appliquent au présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu de respecter, en complément, les dispositions relatives au respect de la réglementation sur la protection des données sont précisées dans l'annexe du CCTP « *Clauses VNF liées à la sécurité dans le cadre de missions de prestations informatiques avec accès au SI VNF* ».

7- Conditions et modalités de commande des prestations

7.1 Prestations commandées par l'émission de bons de commande

L'accord-cadre s'exécute majoritairement au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande sauf mention contraire dans le CCTP. Les prestations seront réglées par l'application des prix du bordereau des prix unitaires (BPU), aux quantités effectivement commandées et réalisées, dans la limite du montant maximum de l'accord-cadre (bon de commande et marché subséquent inclus).

Les dispositions concernant les livrables sont définies au CCTP et seront précisés, le cas échéant, dans les bons de commande.

Contenu des bons de commande :

Les bons de commande peuvent être adressés du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception. Le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 48 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) commandée(s) et leur unité d'oeuvre ;
- la/les quantité(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaire(s) ;
- le montant de la commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin), le cas échéant ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions utiles

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution du bon de commande, le titulaire dispose de la faculté d'émettre des observations. Dans ce cas, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part,

il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de trois jours ouvrés à compter de l'accusé de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Après analyse des observations, le pouvoir adjudicateur peut décider d'émettre un bon de commande rectificatif.

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation au titulaire. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

7.2 Prestations traitées par la conclusion de marchés subséquents

7.2.1 Forme et caractéristiques des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront être des marchés ordinaires non fractionnés ou des marchés publics fractionnés.

La forme des marchés subséquents et leur durée seront précisés dans le cahier des charges spécifique aux marchés subséquents. Les marchés subséquents pourront être reconductibles. La durée du marché subséquent pourra se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les marchés subséquents pourront faire l'objet de modifications en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

7.2.2 Conclusion des marchés subséquents

En cas de prestations non prévues au BPU de l'accord-cadre mais nécessaire à la bonne exécution des marchés subséquents, le représentant du pouvoir adjudicateur les intègre dans les marchés subséquents et invite le titulaire à remettre des prix nouveaux pour ces prestations.

La conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre intervient lors de la survenance du besoin.

Lors de la passation des marchés subséquents, le titulaire établit une offre conforme à ses engagements contractuels.

En cas de non réponse du titulaire à un marché subséquent ou d'offre déclarée irrégulière dans le cas présenté ci-dessus, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité au titulaire et conclure un marché public avec un tiers pour répondre aux besoins présentés dans le marché subséquent en cause.

7.3 - Insertion par l'activité économique

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, VNF a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des clauses administratives de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique, qui réserve obligatoirement un volume d'heures minimum à consacrer à l'insertion.

7.3.1 Publics éligibles

Par dérogation aux articles 16.1.1.1 et 16.1.1.2 du CCAG-TIC, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes :

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les publics reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département

- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation de VNF, que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

7.3.2 Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre, à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de 50 heures par tranche de 500 000 € HT de commandes facturées, pour un ensemble de commandes comprises entre 1 000 000 et 6 000 000 € HT (voir tableau ci-dessous).

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 1 000 000 € HT, aucune heure d'insertion ne sera exigée du titulaire. A partir de 1 000 000 € HT de commande, l'entreprise devra consacrer 100 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 50 heures supplémentaires par tranche de 500 000 € HT. Au-delà de 6 000 000 € HT de commandes, il ne pourra pas être exigée à l'entreprise une réalisation supérieure à 600 heures d'insertion.

Montant de la somme des commandes réalisées (HT)	Nombre d'heures d'insertion
de 0 à 999 999 €	Non concerné
de 1 000 000 à 1 499 999 €	100 heures
de 1 500 000 à 1 999 999 €	150 heures
de 2 000 000 à 2 499 999 €	200 heures
de 2 500 000 à 2 999 999 €	250 heures
// //	// //
de 5 500 000 à 5 999 999 €	550 heures
de 6 000 000 € à sans limite	600 heures

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 100 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Après notification de l'accord-cadre, le titulaire, le pouvoir adjudicateur et le facilitateur se réuniront afin de préciser les modalités de réalisation de l'engagement d'insertion.

A l'issue de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion dans l'entreprise et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent accord-cadre.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- Les heures travaillées rémunérées
- Les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire) ou en période de professionnalisation.
- Les congés payés, pris à l'occasion de ce marché.
- Les jours fériés, pris sur ce marché.
- Les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- Les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché.
- Les accidents de travail.
- Les congés exceptionnels (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

Modalités de réalisation

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençant a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier bon de commande et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

- **Modalité n° 1 : Embauche directe** : Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

- **Modalité n° 2 : La mise à disposition de personnel** : L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

- **Modalité n° 3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA** : Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci. Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et VNF afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ». En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

La règle générale de calcul de la durée d'exécution

I / La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

2 / Les cas particuliers

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois supplémentaires à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès de VNF et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et VNF. Elle peut être recevable par le facilitateur et VNF si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

7.3.3 Modalités de mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'assistance, géré par un facilitateur de la clause sociale au sein de :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
200 rue de Roubaix 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectifs :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion
- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour VNF
- Faciliter les relations entre VNF, le titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

7.3.4 Modalités de contrôle

Dispositions générales

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

A cet effet, le facilitateur produira, à la demande de VNF ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le titulaire fournira annuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par VNF ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 14 du présent CCAP.

Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires à la suite de la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer VNF et le facilitateur par courrier recommandé avec

accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, VNF procède à l'application de la pénalité prévue à l'article 14 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai VNF et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, VNF applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

Règles liées au respect de la RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants de VNF, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à partir du 1^{er} jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOuset, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

7.4 Conditions d'exécution environnementales - Gestion des déchets

Le titulaire s'engage à revaloriser le matériel remplacé lors des interventions, en premier lieu par le réemploi/réutilisation (y compris en dons aux associations ou entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire), et à défaut par une valorisation matière par un recyclage optimisé.

A ce titre, lorsque le matériel ne peut pas être valorisé par le réemploi, le titulaire est tenu de recycler ou détruire le matériel remplacé. Le titulaire fournit à VNF un procès-verbal de recyclage ou de destruction au plus tard 6 mois après le remplacement du matériel concerné.

Lorsque le matériel peut être valorisé et donne lieu à un gain pécuniaire pour le titulaire, ce dernier s'engage à reverser à VNF 50% du bénéfice tiré de la valorisation selon la formule suivante :

$$Mv = 50 \times (P - Fv) / 100$$

Dans laquelle :

Mv = montant de la valorisation en € HT ;

P = prix tiré de la valorisation par le titulaire en € HT ;

Fv = frais liés à la valorisation à la charge du titulaire en € HT.

Le montant de la valorisation sera déduit de la facture suivante par le titulaire.

A la suite de la dernière facturation par le titulaire, VNF émettra un titre de recette afin de percevoir les éventuels montants issus de la valorisation de matériel par le titulaire.

8 - Constatations de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations de développement et de maintenance corrective répondent aux exigences des articles 30 à 32 du CCAG-TIC, à l'exception des dérogations et compléments expressément prévus dans le présent article du CCAP.

8.1 Constatation de l'exécution des prestations pour la livraison de fourniture de séries

8.1.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification dérogent aux articles 29 à 33 du CCAG-TIC.

Le pouvoir adjudicateur ne prévient pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des fournitures ou des documents.

Le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de livraison des fournitures ou des documents.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives.

Ces opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations ont été exécutées selon les quantités prévues et qu'elles sont conformes aux modalités définies dans les documents particuliers de l'accord-cadre et du/des marché(s) subséquent(s).

A l'issue des vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations de l'accord-cadre et du/des marché(s) subséquent(s), le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison.

Les opérations de vérification qualitative ne débiteront qu'à compter de la date de livraison des prestations mises en conformité sur la quantité. Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de livraison des prestations mises en conformité sur la quantité, d'un nouveau délai d'un mois pour procéder aux opérations de vérification qualitative.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai d'un mois, le résultat des opérations de vérifications est considéré comme positif et les fournitures ou documents sont réputés reçus.

8.1.2 Décisions après les opérations de vérification

Les décisions après vérification répondent aux exigences de l'article 34 du CCAG-TIC sauf en ce qui concerne la dérogation expressément prévue ci-dessous.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 34.2.1 et 34.4.2 du CCAG-TIC, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement ou de rejet.

8.2 Constatation de l'exécution des autres prestations de l'accord-cadre et des marchés subséquents

8.2.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification dérogent aux articles 29 à 33 du CCAG-TIC.

Le pouvoir adjudicateur précise par écrit au titulaire si les prestations commandées seront soumises à une recette en usine et/ou une mise en ordre de marche ou installation avant les vérifications d'aptitude au bon fonctionnement et le cas échéant les vérifications de service régulier.

Les opérations de vérification, de la recette en usine à la vérification d'aptitude, sont comprises dans les délais d'exécution des prestations. Seule la vérification de service régulier n'est pas comprise dans les délais d'exécution.

8.2.1.1 Recette usine

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'entendent sur les jours et heures fixés pour la recette en usine. La recette en usine est effectuée en présence ou non du pouvoir adjudicateur et du titulaire (cf. article 5.2 du CCTP).

La recette en usine consiste en une série d'essais du matériel et/ou des développements sur banc d'essais conçu par le titulaire et représentatif de la réalité. VNF participe à ces essais en utilisant les cahiers de recette réalisés par le titulaire. Selon la complexité des essais, la recette peut durer de quelques heures à quelques jours. S'agissant des développements, une fois ceux-ci effectués, une première phase de test validant le fonctionnement attendu est réalisée sous un délai d'un mois.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux semaines à compter de la date de fin de la recette en usine pour prendre une décision d'admission de la recette en usine avec ou sans réserves, d'ajournement ou de rejet dans les conditions précisées à l'article 7.2.2 ci-après. Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de deux semaines, le résultat de la recette en usine est considéré comme admis.

8.2.1.2 Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF)

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'entendent sur les jours et heures fixés pour la mise en ordre de marche ou l'installation. La préparation de la mise en ordre de marche ou l'installation est réalisée soit par le titulaire seul ou avec l'appui des agents de VNF. Cette étape peut démarrer quand la recette usine est validée. La préparation à la mise en ordre de marche et les essais afférents ne doivent pas perturber la navigation et le franchissement des ouvrages. Le titulaire doit prévoir éventuellement une mise en repli s'il n'est pas présent sur place pendant les horaires de navigation.

La mise en production n'est pas autorisée à cette étape. La vérification d'aptitude intervient quand la préparation de la mise en ordre de marche est terminée et testée par le titulaire.

La VABF est effectuée en présence du pouvoir adjudicateur et du titulaire.

Le titulaire est représenté lors de la VABF par les personnes compétentes (chef de projet, développeurs, ...). Elle a pour objet de constater que les prestations présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers de l'accord-cadre et du/des marché(s) subséquent(s). Cette constatation résulte notamment de l'exécution de programme(s), intégration sur les ouvrages VNF par le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

VNF participe à ces essais en utilisant les cahiers de recette réalisés par le titulaire. Selon la complexité des essais, la recette peut durer de quelques heures à quelques jours.

A compter de la date de fin des essais, par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 semaines pour notifier au titulaire une décision d'admission avec ou sans réserve,

d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 7.2.2 ci-après. En cas d'ajournement, une nouvelle vérification d'aptitude au bon fonctionnement doit être exécutée. Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier peut débuter. Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de deux semaines, le résultat de la vérification d'aptitude au bon fonctionnement est considéré comme admis.

8.2.1.3 Vérification du service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers de l'accord-cadre et du/des marché(s) subséquent(s).

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, la régularité du service s'observe pendant trois mois, à partir de la date de notification de l'ordre de service arrêtant la période de vérification de service régulier. Pendant cette période, le titulaire n'est pas autorisé à se rendre sur les ouvrages concernés ni à se connecter aux serveurs concernés. Seul le chef de projet VNF peut l'y autoriser pour réaliser un dépannage ou une correction.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de deux semaines à compter de la date de fin de vérification du service régulier pour remettre à VNF un bilan (disponibilité, anomalies, résolutions, ...). VNF doit le confronter vis-à-vis des données (informatique et du terrain) qu'il a à sa disposition et dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de livraison du bilan par le titulaire pour lui notifier sa décision de vérification de service régulier. Le pouvoir adjudicateur arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 7.2.2 ci-après. Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur les trois mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ou logiciel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective pendant les horaires de navigation (qui s'entendent de 8h à 18h du lundi au vendredi, jours fériés exclus).

8.2.2 Décision après les opérations de vérification

Les décisions après les opérations de vérification dérogent à l'article 34 du CCAG-TIC.

8.2.2.1 Décisions après la recette en usine

Le résultat de la recette en usine peut être admis sans réserve par le pouvoir adjudicateur.

Une admission de la recette avec réserves peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur dans le cas de défauts mineurs. Ces défauts mineurs ne doivent pas impacter le bon fonctionnement de l'ouvrage, la sécurité des usagers ni remettre en cause le cahier des charges SCUO v4. La prise en compte des réserves par le titulaire sera vérifiée au choix du pouvoir adjudicateur soit dans le cadre d'une nouvelle recette usine soit lors de la vérification d'aptitude au bon fonctionnement. Dans le cas de défauts majeurs, le pouvoir adjudicateur peut décider soit d'ajourner les opérations de vérification des prestations soit de rejeter les prestations.

En cas d'ajournement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire une décision d'ajournement motivée dans laquelle il fixe le délai dont dispose le titulaire pour mettre au point les prestations.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de sept jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus exprès du titulaire durant ce délai, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision de rejet des prestations ou d'admission du résultat de la recette avec réfaction.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et du/des marché(s) subséquent(s) et que le résultat de la recette usine ne peut être admis en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. Le titulaire doit à nouveau exécuter les prestations dans le délai fixé dans la décision de rejet.

L'article 34.3 du CCAG-TIC portant sur la réfaction est applicable.

8.2.2.2 Décisions après la vérification d'aptitude au bon fonctionnement

Les prestations peuvent être admises sans réserve par le pouvoir adjudicateur.

Les prestations peuvent être admises avec réserves par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'admission avec réserves le pouvoir adjudicateur peut décider après reprise du titulaire de lever les réserves lors d'une levée de réserves spécifique ou lors d'une autre vérification d'aptitude au bon fonctionnement.

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée dans laquelle il fixe le délai dont dispose le titulaire pour mettre au point les prestations. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de sept jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus exprès du titulaire durant ce délai, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision de rejet des prestations ou d'admission avec réfaction.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord cadre et du/des marché(s) subséquent(s) et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. Le titulaire doit à nouveau exécuter les prestations dans le délai fixé dans la décision de rejet.

L'article 34.3 du CCAG-TIC portant sur la réfaction est applicable.

8.2.2.3 Décisions après la vérification de service régulier

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations. La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trois mois ;
- de réception avec réfaction ;
- de rejet avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trois mois.

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée dans laquelle il fixe le délai dont dispose le titulaire pour mettre au point les prestations. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de sept jours calendaires à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus exprès du titulaire durant ce délai, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision de rejet des prestations ou d'admission avec réfaction.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et du/des marché(s) subséquent(s) et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. Le titulaire doit à nouveau exécuter les prestations dans le délai fixé dans la décision de rejet.

En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur peut décider en fonction de l'importance de l'anomalie de procéder à une recette sur le terrain avant de débiter une nouvelle période de vérification de service régulier. La recette terrain a pour objet de tester les correctifs et de vérifier la non-régression.

La décision de rejet ou d'ajournement précise les modalités de la recette terrain ainsi que la durée de la nouvelle période de vérification de service régulier.

La nouvelle période de vérification de service régulier est décomptée à partir de la notification de l'ordre de service prescrivant son démarrage.

9 - Garantie

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC, les fournitures font l'objet d'une garantie de vingt-quatre mois et les logiciels (les corrections, les développements) font l'objet d'une garantie de douze mois.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception des prestations.

10 - Prix

10.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est à prix unitaires forfaitisés.

Le titulaire présente dans l'offre de l'accord-cadre et des marchés subséquents tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier la nature et l'étendue de ce qui est proposé.

Pour les prestations de l'accord-cadre commandées par bons de commande et réalisées, elles sont réglées par l'application des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

En cas de prestations non prévues au BPU de l'accord-cadre mais nécessaire à la bonne exécution des marchés subséquents, le représentant du pouvoir adjudicateur les intègre dans les marchés subséquents et invite le titulaire à remettre des prix nouveaux pour ces prestations.

Les prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont établis hors TVA, et assujettis à celle-ci.

Les prix sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais de reprographie, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les droits de propriété intellectuelle cédés sur les résultats ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix des fournitures incluent leur livraison au siège de VNF ou en direction territoriale.

Le prestataire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations.

10.2 - Modalités de variation des prix

10.2.1 Variation des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont **révisables à chaque facture**.

- Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-TIC, la date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre par le titulaire.

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, la date d'établissement des prix correspond à la date de signature de l'avenant par le titulaire.

- Indices de référence

Les indices utilisés sont les suivants :

- Index du bâtiment - BT47 - Electricité - Base 2010 - identifiant : 001710979
- Indice SYNTEC
- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 26.11 - Composants électroniques - base 2021 - identifiant 010764218

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, interviendra à la publication de l'indice définitif.

- Modalités de révision des prix

Pour déterminer le prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

$$P_{(n)} = P_{(0)} \times \left[0,15 + 0,85 \left(\frac{10\% \times BT47_{(n)}}{BT47_{(0)}} + \frac{40\% \times SYNTEC_{(n)}}{SYNTEC_{(0)}} + \frac{50\% \times 26.11(n)}{26.11(0)} \right) \right]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;
- BT47/SYNTec/26.11 (n) est la valeur de l'indice correspondant au mois de notification du bon de commande afférent au prix à réviser ;
- BT47/SYNTec/26.11 (o) est la valeur de l'indice correspondant au mois Mo.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, les prix à payer sont ceux applicables à la date de notification du bon de commande concerné.

Le titulaire doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision de prix applicable et fournir au pouvoir adjudicateur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurants dans le présent accord-cadre sont exprimés hors TVA.

Les montants des décomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

10.2.2 Variation des prix des marchés subséquents

Les modalités de variation des prix seront fixées dans le cahier des charges spécifiques propre à chaque marché subséquent.

11 - Avance et clauses de financement et de sûreté

11.1 Conditions de versement et de remboursement de l'avance

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire, s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

Il sera appliqué l'option A de l'article 11 du CCAG-TIC.

S'agissant des bons de commande d'une valeur supérieure à 50 000 € HT, si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à deux mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant TTC du bon de commande. Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 10% de la somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisée par la durée d'exécution du bon de commande exprimée en mois.

Ce taux est porté à 20% si le bon de commande est émis à destination d'une PME.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60 %. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

11.2 - Cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

11.3 - Nantissement de l'accord-cadre

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique est le directeur général de VNF.

11.4 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

12 - Modalités de règlement des comptes au titulaire

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au titulaire.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

12.1 - Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement

➤ Les prestations concernées par le règlement partiel définitif

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif.

Le versement du règlement est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement de l'acompte après vérification.

➤ Les prestations concernées par les acomptes

En application des articles R. 2191-20 et R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, de la prestation effectuée.

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre des prestations soumises à étude, développement et présérie fait l'objet d'acomptes, répartis comme suit :

- acomptes réguliers ne pouvant excéder 80% du montant de la prestation concernée au moment de la décision positive de vérification d'aptitude au bon fonctionnement ;
- acomptes de 15% à la vérification de service régulier positive ;
- 5% à l'expiration du délai de garantie (paiement pour solde et règlement partiel définitif).

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre de la fourniture de matériels de série fait l'objet d'acomptes, répartis comme suit :

- acomptes réguliers ne pouvant excéder 80% du montant de la prestation concernée au moment de la livraison des fournitures ;
- acomptes de 15% à la décision d'admission des fournitures ;
- 5% à l'expiration du délai de garantie (paiement pour solde et règlement partiel définitif).

Les prestations de hotline ainsi que toutes les autres prestations dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois bénéficient également de versement d'acomptes.

L'intervalle séparant deux acomptes successifs sera de trois mois. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire.

Pour les prestations de hotline, le versement de l'acompte est subordonné à la validation par le pouvoir adjudicateur du rapport trimestriel remis par le titulaire.

12.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. Les réfections HT dont les éléments de liquidation sont connus ;
7. L'incidence de la TVA ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
10. L'incidence de la révision des prix ;
11. Le montant total de l'acompte à verser,
12. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
13. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

12.1.2 Demandes de paiement (facture)

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

- Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la **demande de paiement (facture)** est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-TIC.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-TIC, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire.

➤ Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux **paiements pour solde et règlements partiels définitifs** sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-TIC.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, ou des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

12.2 - Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

13.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats à l'exclusion des logiciels standards

L'accord-cadre donne naissance à des droits de propriété intellectuelle.

Concernant l'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire, il est fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC (cession à titre non exclusif), avec les précisions supplémentaires apportées ci-dessous.

Les résultats du présent marché public sont notamment les suivants :

- les développements électroniques (circuits imprimés, composants, etc.) et mécaniques (coques, joints, etc.) ;
- les applications et logiciels créés par le titulaire de l'accord-cadre ;
- les développements des applications et logiciels et leurs paramétrages ;
- l'ensemble des livrables produits (spécifications, études, procédures, supports de présentation, supports de formation, etc.) dans le cadre du présent marché public.

Le titulaire du marché public (« le cédant ») cède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur (« le cessionnaire ») qui l'accepte l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement à l'exception de toute exploitation commerciale. Ces droits et titres sont cédés pour les modes d'exploitation, les territoires et la durée précisés ci-après.

13.1.1 Résultats protégés par un droit de propriété intellectuelle et artistique

Les droits sont cédés pour la durée légale de protection des droits d'auteur.

Les modes d'exploitation des résultats présents et à venir sont notamment les suivants :

- utilisation des résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché public ;
- transmission des résultats à des titulaires de marchés publics de VNF devant intervenir sur le système d'information de VNF et/ou devant intervenir dans le cadre de l'exploitation et/ou de la maintenance des voies navigables ;
- utilisation des résultats dans le cadre des futurs marchés publics SCUO ;
- transmission des résultats à des opérateurs économiques qui en font la demande dans le cadre d'une consultation relative à un projet de marché public de VNF et sous réserve de la signature par ces opérateurs économiques d'un accord de confidentialité ;
- utilisation des codes sources et de la documentation associée afin de pouvoir maintenir et faire évoluer le système d'information par VNF ou par des tiers ; les codes sources et la documentation nécessaires à la mise en oeuvre des droits sur les résultats sont livrés, sur support exploitable, en même temps que le code objet ;
- utilisation des résultats par des agents de VNF dans le cadre de leur fonction ;
- utilisation des livrables à des fins de formations internes à VNF y compris de manière dématérialisée ;
- utilisation des résultats pour tout projet relatif au franchissement des voies navigables et de ses ouvrages de navigation ;
- exploitation des données d'utilisation des résultats du SCUO v4 à des fins statistiques et économiques ;
- les résultats pourront être interfacés avec des applications et/ou des logiciels utilisés par VNF et/ou des usagers de la voie d'eau et/ou autorités (douanes, police, pompiers, gendarmerie) et/ou par les ports maritimes et fluviaux. Ces logiciels et/ou applications pourront être diffusés sur internet.

En complément de l'article 46.1.1 du CCAG-TIC, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent marché.

Les droits sont cédés pour la France et dans les cas susvisés de diffusion sur internet pour l'univers entier.

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, les droits cédés comprennent l'intégralité des droits patrimoniaux à l'exception du droit de distribuer les résultats à des fins commerciales.

Ainsi, pour tous modes d'exploitation et sur tous supports actuels ou futurs, en ce compris sur les supports papiers, magnétiques, optiques, audio, vidéo, numériques, internet et intranet, sans que cette énumération soit limitative, les droits sont cédés par le titulaire du marché public, au pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations objet du présent marché public :

- a) le droit de reproduction, y compris l'édition et la réécriture, la numérisation, la reproduction graphique, selon toute technique et sur tout support physique ou numérique, y compris sur les réseaux numériques internet, intranet ou locaux ;
- b) le droit de représentation, y compris le droit de diffusion, émission, édition, publication, distribution, totale ou partielle, sur une base provisoire ou permanente, sur tous types de réseaux, y compris le câble, le satellite, les réseaux numériques internet, intranet ou locaux ;
- c) le droit de modification, d'arrangement, d'adaptation, de correction, de transcription, d'intégration, de modernisation, de personnalisation, d'adjonction ou de suppression de tout ou partie des résultats, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ;
- d) le droit de traduction, en tout ou en partie, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, dans tout langage écrit ou parlé, y compris informatique.

Le pouvoir adjudicateur pourra rétrocéder les droits d'exploitation afférents aux résultats à des ports maritimes ou fluviaux et à des gestionnaires de la voie d'eau (tels que Electricité de France, Compagnie du Rhône, des régions, des départements, des métropoles) dont le siège social est situé en France ou dans l'Union Européenne ou en Suisse. Ces tiers disposeront des mêmes droits d'exploitation que ceux de VNF sur le territoire dont ils assurent la gestion et pour la durée légale de protection des droits d'auteur.

La cession des droits au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés ci-avant est comprise dans les prix du marché public.

13.1.2 Résultats protégés par un droit de propriété industrielle

Le présent article déroge intégralement à l'article 46.2.2 du CCAG-TIC.

Si le titulaire du présent marché public dépose à son nom et à ses frais une demande ou titre de propriété industrielle pour protéger des résultats du présent marché public, le titulaire cède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés, l'intégralité des droits leur permettant d'utiliser ces résultats pour les modes d'exploitation précisés à l'article et pour la durée légale de protection des titres de propriété industrielle. Les droits sont cédés pour la France et dans les cas de diffusion sur internet pour l'univers entier.

Le pouvoir adjudicateur pourra rétrocéder les droits d'exploitation afférents aux résultats à des ports maritimes ou fluviaux et à des gestionnaires de la voie d'eau (tels que Electricité de France, Compagnie du Rhône, des régions, des départements, des métropoles) dont le siège social est situé en France ou dans l'Union Européenne ou en Suisse. Ces tiers disposeront des mêmes droits d'exploitation que ceux de VNF sur le territoire dont ils assurent la gestion et pour la durée légale de protection des titres de propriété industrielle.

La cession des droits au pouvoir adjudicateur et aux tiers est comprise dans les prix du marché public.

13.1.3 Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché public n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché public et les tiers désignés dans le marché public restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché public incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en oeuvre des résultats, le titulaire du marché cède à titre non exclusif au pouvoir adjudicateur et aux tiers, le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes les

connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats pour les modes d'exploitation précités. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter, de modifier, d'adapter, de traduire les connaissances antérieures pour utiliser les résultats dans le cadre des modes d'exploitation visés précédemment.

La cession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans les prix du marché public.

Pour les connaissances antérieures protégées par des droits d'auteur, les droits d'utilisation sont cédés pour la durée légale des droits d'auteur.

Pour les connaissances antérieures protégées par un titre de propriété industrielle, les droits d'utilisation sont cédés pour la durée légale de protection du titre de propriété industrielle.

13.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux logiciels standards

Le titulaire du marché public cède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers intervenant pour le compte de VNF sur le système d'information de VNF et/ou intervenant dans le cadre de l'exploitation et/ou de la maintenance des voies navigables de France, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser au sens de l'article L. 122-6 (1°) du code de la propriété intellectuelle, le ou les logiciels standards et la documentation y afférente pour les besoins découlant de l'objet du marché public, dans la limite des éventuelles conditions restrictives prévues et acceptées par le pouvoir adjudicateur dans les documents particuliers du marché public.

14 - Pénalités

14.1 Pénalités pour retard avec formule

Les pénalités s'appliquent après mise en demeure conformément à l'article 14.1.1 alinéas 2 et 3 du CCAG-TIC, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, le titulaire encourt, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 150$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours ouvrés de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant de la pénalité est plafonné à 20% de la valeur HT des prestations sur laquelle elle est calculée.

14.2 Pénalités relatives aux indisponibilités

Les pénalités pour indisponibilité dérogent à l'article 14.2 du CCAG-TIC.

La plage horaire considérée pour la comptabilisation des heures de retard s'étend de 8h00 à 19h00 du lundi au vendredi.

Le titulaire encourt l'application des pénalités ci-dessous en cas de retard dans la résolution des anomalies.

Type d'anomalie	Détection / prise en compte des anomalies	Analyse approfondie	Mise en place d'une solution de contournement	Résolution finale de l'anomalie
Bloquant	100 € par heure de retard	50 € par heure de retard	100 € par heure de retard	200 € par jour ouvré de retard
Majeure	100 € par heure de retard	50 € par heure de retard	200 € par jour ouvré de retard	200 € par jour ouvré de retard
Mineure	100 € par heure de retard	50 € par heure de retard	200 € par jour ouvré de retard	200 € par jour ouvré de retard

Le montant total des pénalités applicables est plafonné à 5 000 € par anomalie.

14.3 Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les autres pénalités spécifiques suivantes s'appliquent :

Pénalités	Occurrence	Valeur	Précisions
Pénalités relatives au retard de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet	Journalière	200 €	En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet ou de non remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 200 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'au remplacement du membre de l'équipe dédié par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent ou jusqu'à, le cas échéant, la résiliation de l'accord-cadre.
Pénalités pour absence aux réunions	Forfaitaire	1 000 € 50 €	En cas d'absence d'un ou plusieurs représentant(s) du titulaire dûment convoqué(s) à une réunion, un atelier ou une formation, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par membre absent. En cas de non remise des documents ou supports, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par type de document ou support et par jour de retard.
Pénalités pour non-respect de la réversibilité en fin de contrat	Forfaitaire	10 000 €	En cas non-respect par le titulaire des modalités de réversibilité prescrites dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 000 €. Cette pénalité s'applique dans les conditions suivantes : (i) le manquement doit être exclusivement imputable au titulaire, (ii) le manquement doit être grave, c'est-à-dire de nature à rendre impossible l'exécution de la réversibilité, (iii) le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour remédier à ce manquement après notification, (iv) une discussion en comité devra obligatoirement avoir lieu avant toute application de cette

			pénalité et (v) elle n'est applicable qu'une seule fois.
Pénalités relatives à l'insertion par l'activité économique	Forfaitaire	60 € 50 €	En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à l'insertion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 60 € par heure d'insertion non réalisée et en cas d'absence ou de refus de transmission dans le délai imparti des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, une pénalité 50 € par jour ouvré de retard.
Pénalités pour non-respect de la clause relative à la gestion des déchets	20 €	Forfaitaire (par matériel)	Dans le cas où le matériel ne peut pas être valorisé par le réemploi et que le titulaire ne se charge pas de recycler ou de détruire le matériel remplacé, il encourt une pénalité de 20 € par matériel non recyclé ou non détruit. Dans le cas où le matériel peut être valorisé et donne lieu à un gain pécuniaire pour le titulaire, ce dernier encourt une pénalité équivalente à 20% des 50% du bénéfice tiré de la valorisation s'il ne reverse pas la part du bénéfice demandé à VNF.
Pénalités pour non-réponse au marché subséquent	500 €	Forfaitaire	En cas de non-réponse à un marché subséquent, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

14.4 Règles communes aux différentes pénalités

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

15 - Changements affectant la situation du titulaire

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

16- Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché.

17 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

17-1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

17.1.1 Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute sont définies à l'article 50 du CCAG-TIC. Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre. Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le directeur général de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de 15 jours, dans les cas mentionnés à l'article 50.2 du CCAG-TIC, en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

17.1.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 54 du CCAG-TIC, VNF pourra, après avoir épuisé tous les recours prévus au présent accord-cadre et après mise en demeure du titulaire de remédier au manquement, faire exécuter, aux frais et non aux risques du titulaire, tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 54.4 du CCAG-TIC, les frais d'exécution des prestations par un tiers seront pris en charge par le titulaire dans la limite des prix du présent accord-cadre relatifs aux prestations concernées par l'inexécution. Le titulaire ne saurait être responsable des prestations exécutées par le tiers désigné par VNF ou par VNF même.

17.1.3 Résiliation unilatérale du fait de VNF

Le directeur général de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a le droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre. Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire. Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois évoqué ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Ethique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants:

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes de la Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001)

19 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application des dispositions du présent accord-cadre.

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Lille :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site www.telerecours.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations au CCAG-TIC

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC)
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 3.2.2 du CCAG-TIC
- L'article 4.2 du CCAP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-TIC
- L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC
- L'article 7.3.1 du CCAP déroge aux articles 16.1.1.1 et 16.1.1.2 du CCAG-TIC
- L'article 8.1.2 du CCAP déroge à l'article 34.2.1 et 34.4.2 du CCAG-TIC
- L'article 8.2.1.2 du CCAP déroge à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC
- L'article 8.2.1.3 du CCAP déroge aux articles 32.4 et 33.2.2 du CCAG-TIC
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 36.1 du CCAG-TIC
- L'article 10.2.1 du CCAP déroge à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC
- L'article 13.1.1 du CCAP déroge à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC
- L'article 14.1 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.2 du CCAG-TIC
- L'article 14.3 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-TIC
- L'article 14.4 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-TIC
- L'article 17.1.2 du CCAP déroge aux articles 54 et 54.4 du CCAG-TIC
- L'article 17.1.3 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG-TIC